

# Abraham Lincoln : un président pour temps de crise

Bernard Vincent

► **To cite this version:**

Bernard Vincent. Abraham Lincoln : un président pour temps de crise. Alizés : Revue angliciste de La Réunion, Faculté des Lettres et Sciences humaines (Université de La Réunion), 2010, Old Days, New Days, pp.11-26. hal-02341429

**HAL Id: hal-02341429**

**<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02341429>**

Submitted on 31 Oct 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Abraham Lincoln : un président pour temps de crise**

Institut Franco-Américain  
Rennes, mardi 28 avril, 2009

Alors que plus de 16 000 ouvrages ont été publiés sur Abraham Lincoln (la plupart aux États-Unis), quatre seulement ont paru en France: trois dans les années 50, un dans les années 60 ; et une seule biographie américaine (celle de Stephen Oates) a eu l'honneur d'être traduite ici (en 1984).

J'ai été président de l'Association Française d'Études Américaines pendant de nombreuses années, mais je n'ai pas le souvenir que le moindre congrès ou le moindre colloque ait jamais été organisé autour de Lincoln dans ce pays ; et je n'ai jamais entendu, ni entendu évoquer, une seule conférence universitaire consacrée au 16<sup>ème</sup> président des États-Unis—celui-là même qui, selon un sondage publié en décembre 2006 dans le magazine culturel américain *The Atlantic Monthly*, continue d'être considéré outre-Atlantique comme « le personnage le plus influent de l'histoire américaine » (avec, juste derrière lui, George Washington, Thomas Jefferson et Franklin Roosevelt—puis Alexander Hamilton, n° 5, Benjamin Franklin, n° 6, Martin Luther King, n° 7, Henry Ford, n° 14, Thomas Paine, n° 19, le dernier, avec le n° 100, étant Herman Melville). La première femme à figurer sur cette liste, avec le n° 30, est la grande féministe du XIX<sup>e</sup> siècle Elisabeth Stanton...

Mais, s'agissant de Lincoln, comment expliquer, de la part de la France et des Français, un silence (ou une indifférence) aussi longue et aussi étrange ? Cela est d'autant plus troublant qu'il existe une ancienne et longue tradition d'amitié et d'intérêt mutuel entre les deux pays. Parmi nos alliés et amis, les États-Unis sont la seule nation du monde dit « civilisé » avec qui nous n'ayons jamais été en guerre. Enfin, sauf pendant une courte période de temps, à l'occasion d'un conflit naval *non déclaré* (connu en histoire sous le nom de « quasi-guerre »), qui eut lieu dans l'Océan atlantique à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (de 1797 à 1801), sous la présidence de John Adams. Le conflit avait éclaté à la suite de la signature, en 1795, d'un traité entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, le fameux « Jay's Treaty » (le signataire américain s'appelait John Jay), accord qui revenait en partie sur le Traité d'Alliance franco-américain de 1778 (lequel prévoyait que les Américains ne sauraient entamer quelque négociation que ce soit avec l'ennemi britannique sans la bénédiction de la France). À la suite de quoi, les autorités françaises refusèrent de recevoir une délégation officielle d'envoyés américains avec tous les honneurs dus à leur rang (ce qu'on appelle l'« Affaire XYZ »). D'où les tensions diplomatiques ; d'où la guerre. Mais celle-ci trouva une fin rapide et heureuse en 1801 grâce aux efforts conjoints de Thomas Jefferson et de Bonaparte<sup>1</sup>.

L'oubli, comme le souvenir, sont probablement liés à la présence ou à l'absence de sentiments de gratitude : la guerre d'Indépendance d'une part (dans laquelle la France avait joué un rôle décisif) et, d'autre part, les deux guerres mondiales (au cours desquelles nous avons, ici, été sauvés et libérés par les troupes américaines) ont donné naissance, des

---

<sup>1</sup> Sur ce sujet, la meilleure source est Alexander DeConde, *The Quasi-War: The Politics and Diplomacy of the Undeclared War with France, 1797-1901* (1966).

deux côtés de l'Océan, à des sentiments croisés de reconnaissance et ont nourri la mémoire des deux pays. Mais l'ère lincolnienne n'a aucunement renforcé ce type de sentiments ; il se peut même qu'elle les ait affaiblis. Pourquoi ? Il faut tout d'abord garder à l'esprit que, durant les quatre ans et six semaines qu'a duré sa présidence, à commencer par l'attaque contre Fort Sumter au lendemain de sa première investiture, Lincoln a consacré la presque totalité de son temps et de son énergie à s'occuper de la Guerre Civile, de telle sorte que les affaires étrangères et la situation en Europe ne furent pas sa préoccupation numéro un.

Pendant cette période, une seule circonstance le contraignit à avoir l'Angleterre et la France à l'œil. Il se trouve en effet que les Britanniques et les Français donnèrent, les uns comme les autres, l'impression de soutenir les « Confédérés », au moins durant les premières phases de la Guerre de Sécession. L'Angleterre, qui importait l'essentiel du coton sudiste pour alimenter sa propre industrie textile, était (bien qu'officiellement « neutre »), particulièrement hostile aux droits de douane imposés aux acheteurs et aux vendeurs par un Congrès américain où les Nordistes (au sens propre comme au sens figuré) faisaient la loi. La décision de Lincoln de proclamer un blocus maritime des ports sudistes dans le dessein de paralyser l'économie des États rebelles ne fit, de ce point de vue, qu'aggraver les choses.

Les Français, comme le souligna William Seward au cours du premier conseil de cabinet de Lincoln (Seward était responsable des Affaires extérieures au sein du cabinet), les Français, donc, avaient des vues sur le Mexique, Napoléon III rêvant même de mettre la main sur ce pays, lequel était le voisin le plus proche des États-Unis. C'est dans ce contexte que le Premier Ministre britannique, lord Palmerston, fut sou-

dain informé par son ministre des Affaires étrangères, John Russell, que des diplomates anglais et français étaient en train de discuter d'une éventuelle action commune contre le blocus décrété par Lincoln. La réaction de Palmerston montre que, même s'il était tenté par le projet, il ne souhaitait pas vraiment se retrouver impliqué dans la Guerre Civile américaine : « Celui qui dans les querelles s'interpose », répliqua-t-il (citant un vieux proverbe), « souvent se retrouve avec le nez tout rose » (« They who in quarrels interpose, will often get a bloody nose » (McPherson 384).

Il convient ici d'ajouter que, si la France et l'Angleterre, ainsi que l'Espagne, s'apprêtaient plus ou moins à intervenir militairement au Mexique, c'était sous prétexte de recouvrer une dette que Benito Suárez, le nationaliste d'origine amérindienne qui présidait aux destinées du pays, avait décidé d'annuler *unilatéralement*. Même Karl Marx crut bon de mettre son grain de sel en publiant dans le *New York Tribune* un article incendiaire sur le sujet, article où il déclare dans son style inimitable : « L'intervention envisagée [...] est selon moi l'une des entreprises les plus monstrueuses jamais enregistrées dans les annales de l'histoire internationale » (Marx : 1861).

Les années passant, l'Angleterre et la France affichèrent un soutien de moins en moins appuyé à la cause des Confédérés, non parce qu'ils étaient au fil du temps tombés amoureux de Lincoln, mais, de façon plus réaliste, en prenant acte des victoires de plus en plus nombreuses remportées par l'armée nordiste. Ils adoptèrent aussi une attitude de plus en plus amicale envers Lincoln lui-même lorsqu'il apparut que le Nord sortirait inévitablement vainqueur de la guerre. La France envoya même aux États-Unis un émissaire officieux en la personne d'Adolphe de Chambrun, lequel parvint, on ne sait trop comment, à devenir un intime de la famille Lincoln.

Et à la mort de Lincoln, la France n'hésita pas à exprimer une émotion nationale unanime. Il y eut naturellement les condoléances officielles de l'Empereur et celles du Parlement, mais aussi une lettre sincèrement attristée expédiée depuis son exil de Guernesey par Victor Hugo, ainsi qu'une « médaille d'or » adressée à Mary Lincoln par quelque 40 000 donateurs. Tous les hommes politiques et les intellectuels, notamment Montalembert, rendirent hommage à l'« âme plébéienne » du bûcheron américain qui s'était aussi miraculeusement hissé jusqu'à la Maison-Blanche.

Dans la France d'aujourd'hui, Lincoln représente la meilleure référence et le meilleur symbole politiques pour tout président qui viendrait à se trouver, à peine élu, aux prises avec une crise sans précédent. Et personne ici n'a été vraiment surpris d'apprendre que Barack Obama avait, dans sa pensée comme dans son action, tablé sur cette référence essentielle. Vu d'ici, le moment le plus symbolique à cet égard a été celui où le président nouvellement élu a prêté serment non sur sa propre Bible, ni sur un exemplaire emprunté, mais sur la propre Bible de Lincoln.

Aux États-Unis, quelques-uns ont récemment tenté de détruire ou de salir l'aura en quelque sorte sacrée qui entoure celui qu'on surnommait de son vivant l'« honnête Abraham » (« honest Abe »)—en particulier au sujet de ses supposés penchants homosexuels. J'ai consacré plusieurs pages de ma biographie de Lincoln à « celui par qui le scandale est arrivé », à savoir C. A. Tripp, auteur d'un livre à scandale intitulé *The Intimate World of Abraham Lincoln* (Free Press, New York, 2005)—ouvrage décrit par le *Los Angeles Weekly* comme étant « le best-seller qui va changer l'histoire de l'Amérique » (pas moins !). Je parle de livre « à scandale » non pas parce que Tripp s'attache à montrer que Lincoln avait

plus d'attirance pour les hommes que pour les femmes et avait eu (soi-disant) plusieurs amants de sexe masculin, mais parce que sa « démonstration » ne repose sur aucun « fait » et n'est qu'un méli-mélo de suppositions et d'hypothèses.

L'argument central de Tripp est lié à l'arrivée de Lincoln à Springfield et au fait qu'il accepta durant quatre longues années de partager sur place le lit d'un ami nouvellement rencontré, Joshua Speed. Mais Lincoln était sans le sou et n'avait pas les moyens de s'offrir une chambre à lui. Et ce que Tripp omet d'indiquer, c'est que, des années plus tard, étant devenu avocat, Lincoln faisait plusieurs fois par an la tournée de l'État d'Illinois en compagnie d'un groupe assez important d'autres avocats et de juges, tous dormant dans les mêmes auberges, à raison de deux ou trois hommes par lit. Cela était courant à l'époque, c'était la règle, et cela ne nous donne absolument aucune indication sur les préférences sexuelles de tous ces gens, y compris de Lincoln.

Tripp utilise aussi comme argument le fait que, dans la partie de sa biographie de Lincoln intitulée *The Prairie Years*, Carl Sandburg a noté, au sujet de Speed et de Lincoln, que se dégageait d'eux « comme une traînée de lavande », l'un comme l'autre dissimulant en eux « des recoins de douceur pareils aux violettes de mai » (Sandburg 266). Et ce que Tripp ne dit pas, c'est que ces allusions « florales », imagées mais peu équivoques, furent étrangement supprimées par Sandburg lui-même de l'édition abrégée publiée en 1954. Ce flot d'insinuations est d'autant plus étrange qu'aucun contemporain n'a jamais soulevé la question des relations sexuelles entre Lincoln et Speed, pas même ceux de leurs collaborateurs ou amis qui venaient à l'occasion partager leur chambre.

De plus, comment oublier que Lincoln eut trois femmes dans sa vie (Ann Rutledge, Mary Owens—et Mary Todd qu'il

épousa et qui lui donna quatre enfants). D'ailleurs, au moment même où il prenait ses quartiers dans la chambre de Speed, Lincoln venait de s'éprendre de Mary Owens (que je viens de citer), et il y avait même du mariage dans l'air. Au reste, comme le souligne Jean Baker dans son introduction au livre de Tripp, au XIX<sup>e</sup> siècle « l'homosexualité, en tant qu'identité ou comme désignation d'une catégorie sexuelle, n'existait pas. Lincoln était déjà mort quand en 1868 le terme homosexualité fut inventé en Autriche, avant d'être vulgarisé par les sexologues allemands (« Introduction » to Tripp's book, XVII).

Et en plus, si c'était vrai ?—comme cela était vrai, à en croire Tripp et quelques autres, dont Richard Kaye (*Village Voice*), de divers personnages historiques comme Robin des Bois, Adolf Hitler, T.S. Eliot... et Jésus-Christ, ce *usual suspect* toujours représenté au milieu d'un cercle d'*hommes* (Kaye : 2003). Ainsi qu'Eric Hobsbawm le note très justement dans la préface de son autobiographie, « les mérites militaires des généraux ne doivent pas être mesurés à l'aune de ce qu'ils font, ou ne font pas, au lit. Toute tentative visant à tirer la vision économique de Keynes ou de Schumpeter de leur vie sexuelle, certes fort active mais différente, est vouée à l'échec » (Hobsbawm 10).

Et ce qui est vrai des chefs militaires ou des économistes est également vrai pour les personnages politiques en général, et pour Lincoln en particulier. La seule chose qui compte pour l'historien—comme pour le biographe—, c'est ce que ces personnages ont ou non réalisé et l'héritage qu'ils laissent derrière eux, indépendamment de ce qu'a pu être leur vie privée. Dans sa jeunesse, Jules César tomba amoureux du roi de Bithynie, Nicomède IV, décrit par le poète Calvus Licinius comme étant « ce roi dévergondé qui avait pris César pour femme » (Smith 33-34). Mais, par la suite, cela n'a pas empê-



ché César de se marier quatre fois, d'avoir des enfants—et de conquérir (en plus de la belle Cléopâtre) la Gaule, l'Espagne, la Grande-Bretagne et toute une partie de l'Afrique, pays sur lesquels il régna en mâle empereur.

Mais examinons ce que Lincoln a accompli de mémorable, ce dont on se souvient et qu'on célèbre le plus aujourd'hui, à savoir la préservation de l'Union et la fin de l'esclavage, sans parler de son assassinat. Tout comme Barack Obama, à peine Lincoln avait-il été investi (c'était alors le 4 mars et non le 20 janvier)<sup>2</sup>, qu'il se retrouva confronté à une crise immense : il ne s'agissait pas d'une crise financière et économique comme aujourd'hui, ni d'une crise mondiale, mais d'un désastre national qui menaçait l'existence même du pays. Le jour où Lincoln jura sur la Bible (la Bible d'Obama !) qu'il s'attacherait à « préserver, protéger et défendre la Constitution des États-Unis », sept États du Sud avaient déjà fait sécession (la Caroline du Sud, le Mississippi, la Floride, l'Alabama, la Géorgie, la Louisiane et le Texas) et quatre États de plus allaient bientôt faire de même (la Virginie, l'Arkansas, le Tennessee, la Caroline du Nord). Seuls quatre États esclavagistes allaient rester fidèles à l'Union (le Missouri, le Kentucky, le Maryland et le Delaware).

À l'instar de la plupart des observateurs et de tous ses conseillers, Lincoln pensait que la Guerre Civile serait probablement de courte durée car, mathématiquement, toutes les données chiffrées étaient en défaveur des Rebelles : sur les quelque 30 millions d'habitants que comptait le pays, le Nord en avait 21 et le Sud seulement 9—dont 4 millions d'esclaves !

---

<sup>2</sup> En 1793, George Washington avait entamé son second mandat le 4 mars, date qui resta par la suite la date officielle d'investiture de tous les présidents, du moins jusqu'au 6 février 1933, jour où le Congrès adopta un amendement constitutionnel fixant au 20 janvier la date d'investiture de tous les présidents à venir.

Et aux 18 États du Nord ou frontaliers, les Sudistes ne pouvaient opposer que 11 États sécessionnistes (les États frontaliers—« border States »—, tous esclavagistes, étaient (comme je l'ai déjà signalé) le Maryland, le Delaware, le Missouri... et le Kentucky, où Abraham et sa femme Mary Lincoln étaient nés)<sup>3</sup>. À ces avantages démographiques de base s'ajoute le fait que le système bancaire et l'industrie (y compris la technologie militaire) étaient pour l'essentiel situés dans le Nord et que la majeure partie du réseau ferroviaire, atout décisif dans un conflit de ce genre, était aux mains des Nordistes.

Et cependant, la réalité donna tort à toutes les prédictions et à tous les pronostiqueurs : la confrontation allait durer quatre longues années et, avec 620 000 victimes (militaires et civils mélangés), se révéla être la guerre la plus meurtrière que les États-Unis aient connue. Les victimes de la Guerre Civile représentent 1,6 % de la population de l'époque ; puis viennent dans l'ordre, toujours par rapport au nombre réel d'habitants, la Guerre d'Indépendance (0,9 %), la Deuxième Guerre mondiale (0,28 %), la Première Guerre mondiale (0,12 %)—et, loin derrière, les conflits du Viêt-Nam, de Corée ou d'Irak.

Comme je l'ai laissé entendre, Abraham Lincoln est le plus célèbre et le plus célébré des présidents américains. Son statut de héros national tient à la dimension morale de l'homme, à l'ampleur de la Guerre Civile à laquelle il fut confronté et à la tragique injustice de sa mort. Il tient également au fait que, de tous les présidents des États-Unis, il est le seul à être né dans une cabane en rondins et à être parvenu à la plus haute fonction de l'État, incarnant de ce fait le fameux « rêve américain » et l'idéal du « self-made man ». J'ajoute

---

<sup>3</sup> Plus la Virginie occidentale en 1863.

que, né dans le Kentucky, il a été le premier président non natif d'un des treize États d'origine. Mais la chose sans doute la plus importante qu'il convient de souligner, c'est le fait, psychologiquement étrange, que ce président à l'esprit tourmenté ait su tirer son pays d'un tourment collectif abyssal, en l'occurrence d'une confrontation sans merci et d'une guerre aussi sanglante que fratricide.

Les tendances dépressives de Lincoln (ou sa « mélancolie », comme il disait) et sa propension à toujours voir les choses en noir dans sa vie personnelle (notamment conjugale) sont finalement apparues non comme un handicap, mais comme un atout dans sa carrière politique : sa vie intérieure tourmentée, toutes les crises traversées, toutes les victoires chèrement acquises sur soi-même l'avaient mentalement préparé à toujours s'attendre au pire et à toujours y survivre. Et le résultat de tout cela, c'est que, dans la déchirure collective et schizophrénique qui allait couper l'Amérique en deux, il se retrouva, une fois au pouvoir, en terrain disons « familial »—et infiniment mieux armé face à la scission historique du pays qu'aurait pu l'être tout autre président n'ayant pas lui-même traversé ce type d'épreuve.

Le jour où il entre à la Maison-Blanche, Lincoln a en tête deux priorités parallèles : d'une part, sauver et rassembler une Union déjà en voie de dislocation ; d'autre part, libérer les esclaves—impératif moral hérité, tout enfant, de son propre père, pauvre bûcheron illettré mais abolitionniste du Kentucky. Il s'attacha d'abord à rétablir l'Union et se sentit obligé de reléguer l'abolition au second rang de ses priorités. L'une des raisons de ce choix était qu'en sa qualité de président, Lincoln se considérait comme le principal gardien de la Constitution fédérale adoptée en 1787, laquelle ne condamnait pas l'esclavage et allait même jusqu'à le reconnaître, notamment

dans son Article 4, section 2, section qui traite du sort que chaque citoyen est tenu de réserver aux esclaves fugitifs : « Nul individu tenu à un service ou à un travail dans un État en vertu des lois de ce dernier, et s'échappant dans un autre, ne pourra invoquer des lois ou règlements de l'État dans lequel il s'est réfugié pour se soustraire à ce service ou à ce travail ; il sera restitué à la demande de la personne à qui ce service ou ce travail peut être dû » [*No Person held to service or labour in one State, under the laws thereof, escaping into another, shall, in consequence of any law or regulation therein, be discharged from such service or labour, but shall be delivered up on claim of the party to whom such service or labour may be due*].

Lincoln ne put prendre aucune initiative sérieuse en faveur d'une émancipation progressive ou immédiate avant que le vent de la victoire nordiste ne se mette à souffler. Au fil des mois, puis des années, la situation militaire des Yankees s'améliora... lentement, mais sûrement. Tant et si bien que le 22 juillet 1862 le président pu lire aux membres de son cabinet une première ébauche de sa célèbre Proclamation d'Émancipation. Mais, avant de rendre cette proclamation publique, Lincoln avait besoin qu'une victoire sinon décisive, du moins spectaculaire, soit remportée sur l'armée sudiste. L'événement attendu se produisit le 17 septembre de cette année-là (1862) à Antietam, près de Sharpsburg (Maryland). Cinq jours plus tard, le 22 septembre, Lincoln convoqua à nouveau les membres de son cabinet et leur donna lecture de la version définitive de son texte, lequel fut officialisé et rendu public le 1<sup>er</sup> janvier 1863.

Mais le paradoxe de cette fameuse Proclamation est qu'elle n'émancipa en fait aucun esclave, du moins dans l'immédiat. Elle ne s'adressait en réalité qu'aux États confédé-

rés et ne concernait aucun des États restés fidèles, y compris les États frontaliers esclavagistes. Avec le temps, elle devint néanmoins de plus en plus effective, à mesure que, sur le terrain, les victoires nordistes devinrent la règle. Dès lors qu'un nouvel État esclavagiste était envahi et reconquis par les troupes de l'Union, les esclaves qui s'y trouvaient étaient automatiquement et aussitôt affranchis. Lincoln jugeait ce type d'émancipation « constitutionnel » car il y recourait, *dixit* la Constitution, « en vue d'objectifs militaires », lui-même agissant comme « Commandant en chef des armées et de la marine [fédérales] » dans une situation évidente de « rébellion armée contre l'autorité et le gouvernement des États-Unis ».

Le 1<sup>er</sup> février 1865, deux mois environ avant la capitulation du général Lee à Appomattox, Lincoln estima nécessaire, maintenant que la guerre était pratiquement terminée—et que le prétexte militaire de la rébellion n'existait plus vraiment—d'approuver et de signer un amendement à la Constitution proposé par le Congrès fédéral, texte qui, cette fois, concernait tous les États et abolissait partout et à jamais l'esclavage. Les États-Unis étaient, en réalité, le dernier grand pays moderne à n'avoir pas encore rejeté l'« institution particulière » (Angleterre, 1833 ; France, 1848, après un bref intermède de 1794 à 1802). En Amérique, c'était maintenant et enfin chose faite, mais Abraham Lincoln, signataire de ce fameux 13<sup>ème</sup> Amendement allait bientôt (le 15 avril) payer de sa vie ce grand geste historique.

Le premier d'une assez longue série de présidents américains assassinés<sup>4</sup>, Lincoln paya au prix fort le fait d'avoir

---

<sup>4</sup> Lincoln inaugura en effet une singulière tradition qui, après lui, coûta la vie à trois autres occupants de la Maison-Blanche : James Garfield (19 septembre 1881), William McKinley (14 septembre 1901), John F. Kennedy (22 novembre 1963). À cette série de meurtres viennent s'ajouter sept attentats manqués ou non mortels contre des présidents : Andrew Jackson (avant Lincoln, le 1<sup>er</sup> janvier 1835), Theodore Roosevelt (14 octobre 1912), Franklin Delano Roosevelt (15 février 1933),

préservé l'unité de son pays, d'avoir réalisé une émancipation générale et d'avoir finalement assuré le triomphe des idéaux démocratiques américains hérités des Pères fondateurs. Alors qu'il était encore en vie, les derniers efforts de Lincoln visèrent tous à faire en sorte qu'une fois la paix établie, la *reconstruction* (comme il disait lui-même) soit « douce » et en aucune façon une politique de vengeance—contrairement à ce que beaucoup de Nordistes avaient en tête. Dans son second discours d'investiture (prononcé le 4 mars 1865), il expliqua clairement que des mesures devaient être prises pour hâter « la fin rapide de cet immense fléau qu'est la guerre ». Et il acheva son dernier grand discours par ces paroles inoubliables :

Sans haine envers personne, charitables avec tous, fermes dans la recherche du bien pour autant que Dieu nous permette de discerner ce qu'est le bien, travaillons à achever la tâche où nous sommes engagés, efforçons-nous de panser les plaies du pays [...] et de tout faire pour instituer et chérir une paix juste et durable—entre nous-mêmes comme avec l'ensemble des nations.

(With malice toward none, with charity for all, with firmness in the right as God gives us to see the right, let us strive on to finish the work we are in, to bind up the nation's wounds [and] to do all which may achieve and cherish a just and lasting peace among ourselves and with all nations). (Johnson 321)

Mais quelques semaines plus tard, c'est Lincoln lui-même qui eut « une fin rapide »—assassiné le 14 avril, dans une loge du Ford's Theatre de Washington, par un acteur esclavagiste que sa haine du président avait rendu fou : John Wilkes Booth. Le « Grand Unificateur » et le « Grand Émancipateur » (comme on le surnomma plus tard) n'étant plus là,

c'est un autre type de reconstruction qui fut alors mis en œuvre par son successeur, Andrew Johnson—et surtout par la majorité radicale du Congrès, qui considérait le Sud comme un simple territoire conquis et méritant d'être traité comme tel.

Dans l'état actuel du projet, le long-métrage de Stephen Spielberg consacré à Lincoln (avec Liam Neeson dans le rôle-titre) devrait être sur nos écrans avant la fin de 2009, l'idée étant que la sortie du film coïncide avec le deux-centième anniversaire de la naissance du grand président. Le scénariste, Tony Kushner, a récemment déclaré que le film « ne couvrirait que deux mois de la vie » de Lincoln et que le 13<sup>ème</sup> Amendement, officialisant l'abolition de l'esclavage, « occuperait une place de choix dans le film ».

Comme vous le savez, cet anniversaire sera et est déjà marqué par d'innombrables célébrations, principalement aux États-Unis, mais pas uniquement— le « biopic » de Spielberg étant à coup sûr l'un des plus importants, en tout cas le plus spectaculaire, de ces événements. En cette année du bicentenaire, la France, silencieuse depuis si longtemps, honorera (indépendamment de mes propres livres...) la mémoire du grand président américain à deux occasions au moins : lors d'un Colloque Lincoln qui se tiendra à Paris les 17 et 18 octobre (sur le thème « Lincoln vu d'Europe ») ; puis, peut-être vers ces dates-là, l'inauguration d'un « monument Lincoln » dans la capitale. Il est question du parc de La Villette, et comme lieu d'implantation l'angle même où se rejoignent les deux canaux qui traversent le parc. J'ai rencontré l'architecte il y a peu de temps et c'est lui qui m'a appris que l'ambassade américaine et la Mairie de Paris étaient tombées d'accord et que le projet semblait par conséquent être « bien parti ». Si tout cela aboutit et se passe comme prévu, on pourra dire des mérites de Lincoln qu'ils sont enfin dûment reconnus et célé-

brés dans notre pays. Comme quoi, il n'est jamais trop tard pour faire amende honorable.

Bernard Vincent<sup>5</sup>

---

<sup>5</sup> Professeur Émérite, Université d'Orléans.



## Références

- DeConde, Alexander. *The Quasi-War: The Politics and Diplomacy of the Undeclared War with France, 1797-1901*, New York: Charles Scribner's Sons, 1966.
- Hobsbawm, Eric. *Interesting Times: A Twentieth-Century Life*, "Introduction," The Penguin Press, 2002 (*Franc-Tireur : Autobiographie*, Paris : Ramsay).
- Kaye, Richard A. "Outing Abe: also Adolf, Jesus, Eleanor, Robin Hood, and Other Historic Greats," *Village Voice* (The Queer Issue), 25 juin – 1<sup>er</sup> juillet, 2003.
- M. McPherson, James. *Battle Cry of Freedom: The Civil War Era*, New York: Ballantine Books, 1989.
- Marx, Karl. « The Intervention in Mexico », *The New York Tribune*, November 23, 1861.
- Sandburg, Carl. *Abraham Lincoln: The Prairie Years*, vol. 1, New York: Harcourt Brace, 1926.
- Schmidt, Joël. *Jules César*, Paris : Gallimard, coll. Folio-biographies, 2005.
-